



9, rue Madeleine Brès
BP 1543
25009 Besançon Cedex

LIGUE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE DE FOOTBALL

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2025

LIGUE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE DE FOOTBALL

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

RCS : BESANCON 778 329 524

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2025

A l'assemblée générale de l'association LIGUE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE DE FOOTBALL,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LIGUE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE DE FOOTBALL relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Besançon, le 3 octobre 2025

DocuSigned by:

D392082B0DCE445...

Latif ERGIN
Associé

	Brut	Amortissements Provisions	Net au 30/06/25	Net au 30/06/24
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
Concessions, brevets et droits assimilés	10 358 309,84	964 870,73	9 393 439,11	9 766 248,37
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	64 708,54	8 687,20	56 021,34	62 492,19
Constructions	682 555,72	72 129,59	610 426,13	131 759,99
Installations techniques et outillage	39 179,95	27 524,11	11 655,84	12 591,05
Autres immobilisations corporelles	2 096 423,32	1 066 728,26	1 029 695,06	942 043,04
Immobilisations corporelles en cours				680 904,68
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par leg ou donations destinées à être affectés à des opérations d'intérêt général</i>				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	73 628,11		73 628,11	73 182,07
Autres titres immobilisés				100 000,00
Prêts				
Autres	3 606,90		3 606,90	3 606,90
TOTAL	13 318 412,38	2 139 939,89	11 178 472,49	11 772 828,29
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	12 636,51		12 636,51	14 728,20
Créances				
Clients et comptes rattachés	664 761,29	64 688,00	600 073,29	723 942,67
Créances reçues par leg ou donation				
Autres	472 534,79		472 534,79	322 484,93
Divers				
Disponibilités	356 096,64		356 096,64	457 697,83
Charges constatées d'avance	46 255,84		46 255,84	50 396,45
TOTAL	1 552 285,07	64 688,00	1 487 597,07	1 569 250,08
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	14 870 697,45	2 204 627,89	12 666 069,56	13 342 078,37

	Net au 30/06/25	Net au 30/06/24
PASSIF		
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	2 379 794,65	3 100 165,64
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Report à nouveau		
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	-55 763,63	-720 370,99
Situation nette	2 324 031,02	2 379 794,65
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	397 898,37	341 393,19
TOTAL	2 721 929,39	2 721 187,84
FONDS REPORTEES OU DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	3 288,00	
Provisions pour charges	121 133,58	159 559,01
TOTAL	124 421,58	159 559,01
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes / ets crédits	478 547,79	437 779,72
Emprunts et dettes financières diverses	62 668,15	56 217,35
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 292 743,97	8 924 725,16
Dettes des legs et donations		
Dettes fiscales et sociales	438 341,43	486 695,08
Autres dettes	525 717,25	554 440,40
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	21 700,00	1 473,81
TOTAL	9 819 718,59	10 461 331,52
Ecart de conversion		
TOTAL DU PASSIF	12 666 069,56	13 342 078,37

Compte de Résultat 30-06-2025

Ligue Bourgogne-Franche-Comté

Etats de synthèse au 30/06/2025

	du 01/07/24 au 30/06/25	du 01/07/23 au 30/06/24
Définition de la base 100	6 750 001,76	6 643 030,61
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	141 600,00	108 578,00
Vente de biens et services		
Vente de biens	80 926,90	100 355,51
Vente de prestation de services	4 098 742,45	3 809 284,20
Dont parrainage	69 228,04	85 098,76
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	40 000,00	34 750,00
Versement des fondateurs ou consommations de la dotation		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		9 608,00
Mécénats	38 429,99	25 132,17
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	1 596 928,44	1 705 531,02
Reprise sur amortissemnts, dépréciations, provisions et transferts	296 979,60	215 408,64
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	360 168,32	445 955,16
TOTAL	6 653 775,70	6 454 602,70
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	108 264,97	103 980,25
Variation de stocks	2 091,69	-910,87
Autres achats et charges externes	2 390 125,39	2 734 643,12
Aides financières	820 287,09	745 030,17
Impôts et taxes	221 182,26	239 758,11
Salaires et traitements	1 653 588,35	1 901 463,38
Charges sociales	704 899,27	810 608,55
Dotations aux amortissements et dépréciations	674 941,61	663 117,99
Reports en fonds dédiés		
Dotation aux provisions	3 288,00	75,92
Autres charges	188 306,96	104 572,30
TOTAL	6 766 975,59	7 302 338,92
RESULTAT D'EXPLOITATION	-113 199,89	-847 736,22
Produits Financiers		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	10 095,43	16 924,95
Autres intérêts et produits assimilés		
TOTAL	10 095,43	16 924,95
Charges financières		
Dotation aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	19 356,91	6 412,97
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		

Compte de Résultat 30-06-2025

Ligue Bourgogne-Franche-Comté

Etats de synthèse au 30/06/2025

	du 01/07/24 au 30/06/25	du 01/07/23 au 30/06/24
TOTAL	19 356,91	6 412,97
RESULTAT FINANCIER	-9 261,48	10 511,98
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		
Produits exceptionnels		
Sur opération de gestion	22 635,81	106 375,43
Sur opérations en capital	63 494,82	65 127,53
TOTAL	86 130,63	171 502,96
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	19 432,89	54 649,71
Sur opération en capital		
TOTAL	19 432,89	54 649,71
RESULTAT EXCEPTIONNEL	66 697,74	116 853,25
Participation des salariés au résultat		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	6 750 001,76	6 643 030,61
TOTAL DES CHARGES	6 805 765,39	7 363 401,60
EXCEDENT OU DEFICIT	-55 763,63	-720 370,99
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	105 470,00	
Bénévolat	179 165,25	184 921,00
TOTAL	284 635,25	184 921,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATU		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	105 470,00	
Personnel bénévole	179 165,25	184 921,00
TOTAL	284 635,25	184 921,00

Ligue Bourgogne-Franche-Comté de Football
15 rue Ernest CHAMPEAUX
21000 DIJON

ANNEXE

Comptes annuels au 30/06/2025

La Ligue Bourgogne-Franche-Comté de football est une association relevant de la loi 1901. Elle est une organisation non gouvernementale indépendante, privée et sans but lucratif.

L'exercice a une durée de 12 mois et couvre la période du 01/07/2024 au 30/06/2025.

Le document présenté ci-après constitue l'annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos au 30/06/2025 dont le total est de 12 666 069,56 € et au compte de résultat présenté sous forme de liste dont les produits sont de 6 750 001,76€ et dégageant une insuffisance de 55 763,63 €.

Les informations et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels ; les comptes annuels ont été arrêté par le conseil d'administration le 26 septembre 2025.

Méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis en euros. Ils ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général 2005 et conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif intégrant l'article 1^{er} du règlement ANC n°2019-04 et le règlement ANC n°2020-08.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 26 septembre 2025 selon le principe de continuité d'exploitation au vu des prévisions d'activité des 12 mois suivants la clôture au 30 juin 2025 et des prévisions de trésoreries afférentes.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'association applique le règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018. La mise en application de ce règlement avait modifié la présentation des comptes annuels de manière rétrospective la saison dernière.

Les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont donc été retenus pour les divers postes de comptes annuels.

Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan – actif

Evaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition, (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Elles sont amorties selon la méthode linéaire ou dégressive en fonction de la durée normale d'utilisation des biens et selon les dispositions fiscales en vigueur.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

À la fin de chaque exercice, une évaluation individuelle est effectuée. Lorsque la valeur d'inventaire fait apparaître, par rapport à la valeur comptable, une dépréciation durable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Immobilisations inscrites en dépenses éligibles dans les comptes d'emploi : les dépenses éligibles au titre des comptes d'emploi et correspondant à des immobilisations sont enregistrées en totalité en charges de fonctionnement conformément à la convention passée avec les organismes financeurs de contrôle, de tarification ou de tutelle. Une fois le compte d'emploi clos, elles peuvent être activées sur les fondements de la réévaluation libre, dans la mesure où elles seront utilisées sur de nouveaux programmes. Le mode et la durée de leur amortissement sont les mêmes que pour les immobilisations acquises d'occasion.

Evaluation des immobilisations financières

Les acquisitions de titres sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, hors frais accessoires.

À la fin de chaque exercice, une évaluation individuelle est effectuée sur la base de la situation économique de la société concernée. Lorsque cette évaluation fait apparaître, par rapport à la valeur comptable, une dépréciation durable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Une reprise de provision est effectuée dans la mesure où les raisons qui ont motivé la provision ne subsistent plus.

Les créances et autres prêts sont portés à l'actif du bilan à leur valeur nominale. À la fin de chaque exercice, une provision est constituée sur les créances apparaissant partiellement ou totalement irrécupérables.

Evaluation des créances

Les créances sont portées à l'actif du bilan à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est, le cas échéant pratiquée en fin d'exercice pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles certaines créances sont susceptibles de donner lieu.

Cette provision est constituée dans les cas suivants : convention indéniablement non respectée, procédure judiciaire en cours, clubs inactifs et clubs futsal. Le taux de provision est de 100 % sans aucune distinction.

Evaluation des provisions pour risques et charges

Les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, entraînent la constitution de provisions, conformément à la législation en vigueur.

Evaluation des dettes

Les dettes sont portées au passif du bilan à leur valeur nominale.

Stocks et en cours

Les stocks à la clôture de l'exercice sont composés de marchandises et d'équipements sportifs destinés aux missions et manifestations.

Les stocks et les travaux en-cours sont évalués au coût de revient ou à la valeur nette de réalisation, si cette dernière est inférieure.

Le coût de revient des matières et marchandises correspond à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le coût de revient des produits en cours de production correspond à leur coût de production.

Les coûts de revient sont calculés sur la base du « premier entré - premier sorti ».

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais

engagés pour leur acquisition. En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode « premier entré, premier sorti ».

Dépréciation des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières de placement ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte du cours moyen du dernier mois de l'exercice.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été portés dans les différents comptes de charges correspondant à leur nature.

Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan - passif

Fonds associatifs

Les opérations relevant d'un droit de regard des organismes financeurs de contrôle, de tarification ou de tutelle font l'objet d'une comptabilité distincte de celles relevant de la compétence exclusive de l'association et de ses instances de direction. Les premières constituent le domaine de la gestion contrôlée, les secondes, celui de la gestion propre.

L'association n'exerce aucune activité relevant d'une gestion contrôlée.

La situation patrimoniale de l'association est obtenue par agrégation de la gestion propre (Fonds associatifs), et de la gestion contrôlée (Autres fonds associatifs).

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées ayant pour objet le financement de biens sont inscrites directement en « Fonds associatifs » dans la mesure où elles ne sont pas grevées de conditions d'octroi.

Dans le cas contraire, elles sont inscrites en « Autres fonds associatifs ».

Ces subventions sont rapportées au compte de résultat sur la durée d'amortissement des biens concernés lorsqu'ils sont amortissables, ou sur 10 ans au plus dans le cas contraire.

Fonds dédiés

Les subventions de fonctionnement octroyées avec des conditions d'emploi font l'objet d'un suivi individualisé au travers d'un compte d'emploi.

La quote-part des subventions de fonctionnement incombant à l'exercice et non encore utilisée à la clôture est inscrite au passif en « Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement », et en charges au compte de résultat sous la rubrique « Engagements à réaliser sur ressources affectées ». Ces sommes inscrites en fonds dédiés sont reprises en produits au compte de résultat sous la rubrique « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », au rythme de réalisation des engagements.

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de l'Association à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Produits constatés d'avance

Lorsque les subventions de fonctionnement octroyées financent des actions qui s'étalent sur plusieurs exercices, elles sont réparties en fonction des périodes ou étapes définies dans les conventions ou, à défaut, prorata temporis. La quote-part des subventions de fonctionnement incombant aux exercices futurs, et correspondant aux subventions perçues d'avance, est inscrite au passif en « Produits constatés d'avance ».

Règles et méthodes comptables relatives aux postes du compte de résultat

Dépenses prises en compte pour les missions

L'association intervient principalement dans des régions où, en raison de pratiques commerciales locales, les règlements des dépenses auprès des fournisseurs se font à l'obtention des biens ou des services.

Ces dépenses sont en conséquence comptabilisées qu'une fois acquittées dans la mesure où les biens ont effectivement été livrés et les prestations effectuées.

Subventions de fonctionnement

Les subventions d'exploitation sont traitées conformément aux dispositions de l'ANC 2018-06. La fraction attribuée au titre des exercices futurs est inscrite en « Produits constatés d'avance » et l'éventuelle quote-part de l'exercice non utilisée à la clôture donne lieu au constat d'une charge inscrite en « Engagement à réaliser sur ressources non affectées ».

Le suivi des subventions de fonctionnement se fait au travers de comptes d'emploi individualisés.

Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs

Les sommes inscrites sous la rubrique « Fonds dédiés » au bilan sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Les éléments des activités ordinaires même exceptionnels par leur fréquence ou leur montant, sont compris dans le résultat courant. Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'association sont comptabilisés dans le résultat exceptionnel.

Evaluation des contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires sont, par nature, effectuées à titre gratuit. Elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces ainsi que de biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état par l'association. Elles sont valorisées dans la mesure où l'on dispose à leur égard de méthodes d'enregistrement fiables, d'informations quantitatives et valorisables et que leur montant est significatif.

ANC 2018-06

L'application de l'ANC 2018-06 avait été effectuée à compter de l'exercice clos au 30/06/2022.

Immobilisations incorporelles

L'association a signé sur l'exercice 2022/2023 un bail emphytéotique portant sur 28 annuités par un acte authentique daté du 21 décembre 2022. Dans ce cadre, un engagement à payer les loyers jusqu'au terme du bail a été donné au bailleur. Cet engagement porte sur 28 annuités de 250 000 euros HT, 2 surloyers complémentaires annuels de 555 555 euros HT sur les deux premières années du bail et 10 surloyers de 55 555,56 € les années suivantes ce qui porte l'engagement total à 10 399 998 euros TTC. Conformément aux articles 211-1, 211-5 et 212-1 du PCG, l'association a opté pour l'activation de ce contrat de bail. En conséquence un actif incorporel de 10 174 666 € a été reconnu en comptabilité en contrepartie d'une dette fournisseur envers le bailleur. Cet actif a été évalué sur la base des loyers cumulés auxquels s'ajoutent la TVA non déductible estimée sur la base de l'exercice clos le 30 juin 2023. Cet actif sera amorti selon la méthode linéaire sur la durée du bail emphytéotique.

De même, l'association a opté pour l'activation des frais d'actes liés au bail emphytéotique.

Autres informations

Un contrôle URSSAF a été réalisée durant l'exercice clos le 30 juin 2024 au titres des années 2021, 2022 et 2023. La lettre d'observation de ce contrôle a été transmise le 4 septembre 2024 et faisait état d'une régularisation défavorable de 47 742€. L'ensemble des griefs ont été contesté par la ligue qui n'a pas provisionné ce redressement dans les comptes clos le 30 juin 2024. A l'issue de la procédure contradictoire, certains griefs ont été abandonnés et une seconde lettre d'observation a été produite pour un redressement réduit à 16 719 €. La ligue a payé une partie de cette somme et continue de contester deux griefs à hauteur de 3 288 €. Une provision pour risque et charge est comptabilisée dans les comptes au 30 juin 2025 à hauteur de 3 288 €.

Le Directeur General de la ligue a été licencié pour faute grave en date du 11 mars 2025. Une procédure devant le bureau de conciliation et d'orientation du conseil de Prud'hommes de Dijon a été initiée en avril 2025. La première audience est fixée au 06 octobre 2025. La ligue Bourgogne Franche-Comté de Football

conteste catégoriquement et intégralement les demandes de l'ancien salarié qui totalisent 626 173 € et est assisté par un avocat conseil qui va défendre le caractère bienfondé des actions de la Ligue dans cette affaire. En conséquence, A la date d'arrêté par le conseil d'administration, la Ligue de Bourgogne Franche comté de Football a considéré ne devoir comptabiliser aucune provision au titre de ce litige dans les comptes clos le 30 juin 2025.

Le Directeur Général Adjoint a été licencié pour insuffisance professionnelle le 24 juin 2024. Une procédure devant le bureau de conciliation et d'orientation du conseil de Prud'hommes de Dijon a été initiée en juin 2025. La première audience est fixée au 20 octobre 2025. La ligue Bourgogne Franche-Comté de Football conteste catégoriquement et intégralement les demandes de l'ancien salarié qui totalisent 56 414 € et est assisté par un avocat conseil qui va défendre le caractère bienfondé des actions de la Ligue dans cette affaire. En conséquence, A la date d'arrêté par le conseil d'administration, la Ligue de Bourgogne Franche comté de Football a considéré ne devoir comptabiliser aucune provision au titre de ce litige dans les comptes clos le 30 juin 2025.

La Ligue n'a pas souhaité appliquer par anticipation le règlement ANC 2022-06 modifiant le plan comptable général en vue de moderniser les états financier et la nomenclature des comptes.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes.

Catégorie	Mode	Durée
Terrains	Linéaire	0-30 ans
Constructions	Linéaire	15 à 40 ans
Agencement, aménagements	Linéaire	4 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	4 à 10 ans
Matériels, outillage	Linéaire	1 à 15 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	0 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	0 à 10 ans
Bail	Linéaire	28 ans

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Diminutions	Augmentations	Valeur brut fin exercice
Autres postes d'immobilisations incorporelles	10 358 309			10 358 309
Terrains / agencements terrains	64 709			64 709
Constructions	2		524 160	524 162
Installations générales	153 774		4 620	158 394
Install. Techniques, outillage	35 306		3 874	39 180
Install. Agencement	5 130		3 146	8 276
Matériel de transport	55 648			55 648
Matériel de bureau et info, mobilier	1 733 384		299 116	2 032 500
Immobilisations corporelles en cours	680 905	814 318	133 413	0
TOTAL	13 087 166	814 318	968 329	13 241 177
Immobilisations financières	119 522	100 000	446	19 968
Dépôts, cautionnement et autres	57 267			57 267
TOTAL	176 789	100 000	446	77 235
TOTAL GENERAL	13 263 955	914 318	968 775	13 318 412

Les immobilisations financières correspondent à :

- Parts sociales CA : 19 918,34 €
- Participation SCI LIGDIS : 50 €

Les dépôts, cautionnements et autres Immos financières :

- Créance / participation LIGDIS : 53 659,77 €
- Dépôt de garantie de 3 607 € (cartes TOTAL 3 300 €, 220 € APRR et 87 € CANAL+)

Etat des amortissements

Situations et mouvements de la période	Montant début d'exercice	Dotations	Diminutions	Montant fin exercice
Autres postes d'immobilisations incorporelles	592 061	372 810		964 871
Agencement terrains	2 216	6 471		8 687
Constructions	1	31 231		31 232
Installations générales	22 015	18 882		40 897
Install. Techniques, outillage	22 715	4 809		27 524
Install. Agencement	1 057	1 394		2 451
Matériel de transport	55 648			55 648
Matériel de bureau et info, mobilier	795 413	213 216		1 008 629
TOTAL	1 491 126	648 813		2 139 939

Filiales et participation

	Capitaux propres	Quote-part Détenue en %	Dernier Exercice Résultat
Participations (10 à 50 %) SCI LIGDIS	(16 864)	50	(4 971)

Le dernier résultat connu est celui au 31/12/2024.

Etat des provisions

Provisions	Montant Début exercice	Dotations	Diminutions	Diminutions non utilisées	Montant Fin Période
Sur compte clients	132 866	26 129	94 307		64 688
Amortissements dérogatoires	0				0
Provisions pour IFC	159 559		38 425		121 134
Provisions pour ruptures	0				0
TOTAL	292 425	26 129	132 732		185 822

Indemnités de fin de carrière :

Les hypothèses de calcul retenues pour déterminer le montant des engagements ont été déterminées comme suit :

- Départ à la retraite à l'âge de 64 ans
- Profil de carrière à décroissance faible (employés) et moyen (cadres)
- Turn-over : faible
- Taux d'actualisation : 3,45 %

Etat des créances, des échéances et des dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Dépôts, cautionnement et autres	53 659		53 659
Créances clients	600 073	496 273	103 800
Divers état et collectivités publiques	30 445	30 445	
Groupe et associés	247 477	247 477	
Débiteurs divers	82 819	82 819	
Charges constatées d'avance	46 256	46 256	
TOTAL	1 060 729	903 270	157 459

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 10 ans
Acomptes et avoirs	0	0	
Fournisseurs et comptes rattachés	8 292 744	734 838	7 557 906
Personnel et comptes rattachés	159 724	159 724	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	238 056	238 056	
Impôts et assimilés	40 561	40 561	
Groupes et associés	217 200	217 200	
Autres dettes	308 517	308 517	
Produits constatés d'avance	21 700	21 700	
TOTAL	9 273 502	1 715 596	7 557 906

La ventilation des dettes portant sur les fournisseur et comptes rattachés présentée dans ce tableau inclut les effets de la renégociation du bail emphytéotique ce qui augmente le montant des dettes à plus d'un an.

Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	3 100 166	- 720 371			2 379 795
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	-720 371	720 371		55 764	-55 764
Situation nette	2 379 795				2 324 031
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement	341 393		120 000	63 495	397 898
Provisions réglementées	0				0
TOTAL	2 721 188		120 000	119 259	2 721 929

Le déficit de l'exercice de 55 763,63 € définitivement acquis au 30/06/2025 sera affecté après approbation par l'assemblée générale en fonds associatifs (autres réserves).

Produits à recevoir

Montant des PAR inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	113 989
Etat – subventions et abt TS	22 036
Disponibilités	655
Créances sociales	11 573
Total	148 253

Charges à payer

Montant des CAP inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	100 143
Dettes fiscales et sociales	299 529
Autres dettes	0
Total	399 672

Charges et produits constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	46 256
Total	46 256

Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	21 700
Total	21 700

Dettes financières :

	Montant Début exercice	Augmentations	Diminutions	Montant Fin période
Dépôts et cautionnements reçus	55 694	10 050	3 150	62 594
Emprunts	437 780	56 492	17 248	477 024
Autres emprunts et dettes	-			
Concours bancaires courant	-	1 524		1 524
TOTAL	493 474	68 066	20 398	541 142

Subventions d'équipement

Subvention	Montant initial	QP de l'exercice	QP totale rapportée au résultat	Montant restant en fin d'exercice
Subvention FFF – vidéo Pôle	25 000	5 000	7 691	17 309
Subvention CR halle Futsal	8 333	1 667	4 648	3 685
Subvention FFF Invest CT / Siège	300 000	45 000	115 397	184 603
Subvention CR – Foot 5	66 750	3 584	3 584	63 166
Subvention FFF – borne recharge	18 000	1 800	2 420	15 580
Subvention ANS – Foot 5	120 000	6 444	6 444	113 556
TOTAL	538 083	63 495	140 185	397 898

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**Produits et charges exceptionnels**

Nature	Montant	Imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Pénalités de retard / règlement compte	17 178	771100
- Produits divers	5 458	778800
- QP subventions investissement	63 495	777000
Total	86 131	
Charges exceptionnelles		
- Amendes et pénalités	536	678800
- Charges diverses exercice antérieur	18 897	678800
Total	19 433	

Transferts de charge

Nature	Montant
FFF – remb MAD	128 454
Aides apprentissage	10 500
District Yonne – part. salaires mutualisation	16 685
Avantage en nature - véhicule	4 495
Divers – assurance et aides insertion	4 114
Total	164 248

Engagement hors bilan :

Engagements donnés : Nantissement de compte titres financiers pour un montant de 119 000 €

Engagements reçus : aucun

Rémunération allouée aux dirigeants :

Le Président ainsi que les membres du Conseil d'Administration ne perçoivent pas de rémunération. Les remboursements de frais s'élèvent globalement à 37 425 €.

Les sommes visées par les dispositions de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 s'élèvent globalement à 236 342 €.

Personnel :

	Interne	Externe
Cadres	16	
Agents de maîtrise et techniciens	22	
Employés	0	
Apprenti	3	

2 cadres d'état sont détachés en plus à temps plein par le ministère.

Valorisation du bénévolat :

Chaque bénévole est tenu d'inscrire le temps passé par ses missions sur chacune des feuilles de frais ou état récapitulatif signé. Les responsables de Pôles suivent par ailleurs mensuellement le temps passé pour les missions exercées hors déplacement à une réunion et en visioconférence.

Pour les officiels (délégués et observateurs), un forfait de 3h est appliqué (forfait qui couvre la durée de la rencontre et les formalités d'après-match), un second forfait de 1h est ajouté par tranche de 50 kms aller sans pouvoir dépasser 3h.

Le montant représenté par l'activité de l'ensemble des bénévoles de l'association a ainsi été évalué à la clôture de l'exercice.

L'activité bénévole représente 15 081 h effectuées par 291 individus.

Ce volume horaire évalué au taux horaire du SMIC représente un montant de 179 165,25 €.

Secteur lucratif

Il est déficitaire de 37 684 € pour un total de produits de 243 585 €.